



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---













#### **Fourniture de denrées alimentaires**

---

Date et heure limites de réception des offres :  
vendredi 03 octobre 2025 à 12:00

**Mairie de Fabrègues**  
8 Rue Paul Doumer  
34690 FABREGUES

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Fourniture de denrées alimentaires
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	13
	<b>Délai de validité des offres</b>	120 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	1 an reconductible 3 fois
	<b>Visite sur site</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Renouvellement .....	5
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes .....	5
2.4 - Développement durable.....	5
3 - Conditions relatives au contrat .....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Contenu du dossier de consultation .....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
5.1 - Documents à produire .....	6
5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes.....	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
6.1 - Transmission électronique .....	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	10
7 - Examen des candidatures et des offres .....	10
7.1 - Sélection des candidatures .....	10
7.2 - Attribution des accords-cadres .....	10
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	11
8 - Renseignements complémentaires .....	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	11
8.2 - Procédures de recours.....	11

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :  
Fourniture de denrées alimentaires

Lieu(x) d'exécution :  
Cuisine centrale des Grillons - impasse des Grillons  
34690 Fabrègues

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 13 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Épicerie générale
02	Épicerie générale bio
03	Surgelé
04	Surgelé bio
05	Charcuterie, traiteur, produits carnés élaborés frais
06	Produits laitiers - BOF
07	Produits laitiers - BOF - BIO
08	Légumes 4 <sup>ème</sup> gamme, légumes 5 <sup>ème</sup> gamme, légumes 4 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> gamme BIO
9	Fruits et légumes
10	Fruits et légumes BIO
11	Viande fraîche de bœuf/ veau /agneau
12	Viande fraîche de porc
13	Volaille fraîche

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
----------------	-------------

15800000	Produits alimentaires divers
15100000	Produits de l'élevage, viande et produits à base de viande
15890000	Produits alimentaires et produits secs divers

## 1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Bordereau des prix unitaires
- Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Cadre du mémoire technique
- Règlement de consultation
- Cahier des Clauses Administratives Générales

- Acte d'engagement

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

**Pièces de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner, pour justifier qu'il est en règle avec les obligations fiscales et sociales et enfin pour justifier d'avoir satisfait aux obligations prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP.	Non

Libellés	Signature
Extrait Kbis ou équivalent (moins de 3 mois)	Non
Attestation de vigilance URSSAF	Non
Attestation fiscale (DGFIP)	Non
Pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
Cadre du mémoire technique. Tout mémoire technique transmis en annexe de ce cadre ne sera ni lu ni pris en compte dans l'analyse. Seules cinq pages maximum, rédigées en police de taille 12, sont autorisées pour la présentation de l'entreprise et de l'équipe.	Oui

## 5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront des échantillons de certains produits. Dans le cadre de l'évaluation du sous-critère « qualité gustative des produits » (pondéré à 5 % de la valeur technique de l'offre), certains produits feront l'objet d'une analyse organoleptique (dégustation).

### 1. Produits concernés

Certains produits figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) devront faire l'objet d'un échantillon.

Ces produits seront clairement identifiés par la mention « Échantillon à fournir », indiquée par une croix dans la colonne dédiée du BPU.

### 2. Délai de remise des échantillons

Les échantillons devront être fournis les 6 et 7 octobre 2025. Les échantillons remis avant la date limite de remise des offres ne seront pas pris en compte. La remise devra obligatoirement être effectuée entre 6h00 et 11h00 à la cuisine centrale Les Grillons - 1 Impasse des Grillons - 34690 Fabrègues. Un rendez-vous préalable devra être pris auprès du service au 09 64 11 95 04.

Tout candidat n'ayant pas remis les échantillons dans le délai imparti verra son produit classé en dernière position du classement de l'analyse organoleptique.

### 3. Format et conservation des échantillons

Les échantillons devront être :

- Fournis en petite quantité, juste suffisante pour une dégustation pour 5 personnes,
- Présentés dans un conditionnement neutre et anonymisé,

Ils ne seront pas restitués après évaluation : ils seront consommés dans le cadre de l'analyse, Aucune compensation financière ne sera versée pour ces échantillons.

### 4. Modalités d'analyse

Les échantillons seront évalués par un collège de dégustation composé de :

- Le responsable de la restauration scolaire,
- Ses deux seconds,
- Un élu de la collectivité,
- Un agent de la collectivité ne faisant pas partie du service restauration.

La dégustation se fera à l'aveugle : chaque produit sera présenté de manière anonyme, sans indication du candidat. Seul le responsable de la cuisine centrale connaîtra leur identité, dans la mesure où il devra organiser la dégustation et/ou préparer certaines denrées à déguster.

Chaque membre du collège devra renseigner, pour chaque produit, une appréciation générale de chaque produit (goût, aspect, texture), sur une fiche d'analyse individuelle.

Un classement par produit sera établi pour chaque dégustateur, puis un classement final sera calculé par addition des rangs attribués par l'ensemble des membres du jury. Le candidat dont le produit arrive premier au classement obtiendra la meilleure note.

En cas de litige, les fiches d'analyse pourront être communiquées aux candidats concernés, dans le respect des règles de confidentialité.



## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.montpellier3m.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :  
Mairie de Fabrègues

8 Rue Paul Doumer  
34690 FABREGUES

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Le BPU et le cadre de mémoire technique doivent impérativement être fournis au format .XLS ou .XLSX (Excel), sans verrouillage ni protection.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :  
Les candidats sont invités à organiser leur réponse électronique en respectant la structuration suivante :

**Un dossier principal contenant :**

- Un sous-dossier « Candidature », regroupant les pièces administratives (DC1, DC2, attestations, etc.),
- Un sous-dossier « Offre », regroupant les pièces techniques et financières de l'offre (acte d'engagement, BPU, mémoire technique, etc.).

Cette structuration est recommandée mais non éliminatoire.

Le non-respect de cette organisation n'entraînera pas le rejet de l'offre, sous réserve que l'ensemble des

pièces exigées ait bien été transmis et soit exploitable.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 7 - Examen des candidatures et des offres

## 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
1.1-Prix des prestations	30.0
1.2-Remise sur catalogue	10.0
2-Valeur technique de l'offre	40.0
2.1-Adéquation des produits aux besoins spécifiques	15.0
2.2-Conformité aux exigences en matière de signes officiels de qualité	10.0

Critères	Pondération
2.3- <i>Qualité gustative</i>	10.0
2.4- <i>Références professionnelles</i>	2.0
2.5- <i>Capacité logistique et organisationnelle</i>	3.0
3-Performances environnementales	15.0
3.1- <i>Part de produits durables</i>	4.0
3.2- <i>Part de produits locaux ou circuits courts</i>	8.0
3.3- <i>Qualité des emballages</i>	2.0
3.4- <i>Modes de transport utilisés</i>	1.0
4-Délai et modalités de livraison	5.0
4.1- <i>Rapidité des livraisons</i>	3.0
4.2- <i>Flexibilité des livraisons</i>	2.0

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.montpellier3m.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 25 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif de Montpellier  
6 rue Pitot  
34063 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél : 04 67 54 81 00  
Télécopie : 04 67 54 74 10  
Courriel : [greffe.ta-montpellier@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montpellier@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.